

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 01/12/2025

Attaquer les CEE, c'est faire passer les intérêts des pétroliers avant le pouvoir d'achat des Français

Depuis quelques jours, plusieurs contre-vérités circulent sur les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE).

Elles émanent d'abord de certains acteurs pétroliers qui cherchent à faire oublier leurs propres responsabilités dans l'évolution des prix.

Elles sont ensuite reprises, presque mot pour mot, par certains responsables politiques, qui une fois encore attisent les peurs des Français sur lesquelles ils prospèrent.

De quoi parle-t-on ?

Les CEE sont un dispositif public qui vise à encourager la sobriété énergétique en finançant des travaux ou équipements qui réduisent durablement la consommation d'énergie. Concrètement, ce mécanisme repose sur une obligation imposée aux fournisseurs d'énergie, qui doivent financer ces économies plutôt que les ménages.

Un coût pour les énergéticiens, un gain pour les Français

Oui, les CEE ont un coût pour les énergéticiens, mais ils font baisser la facture des Français. Ils financent l'isolation des logements, l'installation de pompes à chaleur, le bonus écologique sur les véhicules électriques ou encore le leasing social, en permettant à des centaines de milliers de foyers de s'équiper malgré un investissement initial élevé pour ensuite réduire durablement leurs dépenses d'énergie et leur empreinte carbone, en particulier pour les ménages les plus modestes. C'est bon pour planète et bon pour le porte-monnaie des Français.

Ce qui change au 1er janvier.

L'évolution prévue au 1er janvier n'a rien d'une nouvelle taxe sur les prix à la pompe. Elle se traduit par une hausse des obligations pesant sur les compagnies pétrolières, comme cela a déjà été le cas par le passé, afin de renforcer les aides aux ménages, d'accélérer les économies d'énergie et donc d'améliorer, au final, le pouvoir d'achat des Français, sans changer la philosophie du dispositif.

Qui décide du prix à la pompe ?

Mais si le prix à la pompe augmente, c'est d'abord le résultat des choix des compagnies pétrolières qui décident de répercuter ou non leurs coûts et leurs marges sur le prix du carburant.

Répercuter les hausses de production mais pas les baisses : le choix des pétroliers avec la complicité du Rassemblement national.

Ces derniers mois, les baisses du prix du baril n'ont pas été intégralement répercutées par les compagnies pétrolières, sans émouvoir le Rassemblement national. En effet, les variations du prix du carburant dépendent largement des marchés, des marges des producteurs et distributeurs et des stratégies commerciales des enseignes : faire croire que les CEE imposeraient automatiquement une hausse à la pompe, c'est une simplification commode pour certains, mais qui ne correspond pas à la réalité.

S'en prendre aux CEE, c'est s'en prendre au pouvoir d'achat

Attaquer les CEE, c'est en réalité faire passer les intérêts des pétroliers avant le pouvoir d'achat des Français. Remettre en cause ce dispositif, c'est affaiblir des

aides très concrètes comme le bonus écologique, le leasing social, la rénovation des logements, l'installation de pompes à chaleur et l'ensemble des dispositifs qui réduisent réellement les factures des ménages, en particulier des plus fragiles.